



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°119 – Semaine du 25 mai 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Classement des pays les plus prospères 2026 (*Prosperity Index*)

Top 15

Les pays nordiques sont dans le top 15 des pays les plus « prospères » selon l'indice de prospérité d'*HelloSafe*. La Norvège se retrouve pour la première fois à la tête du classement avec un score de 77,65, suivie par l'Islande (5^e), le Danemark (7^e), et la Suède (10^e). La Finlande occupe la 14^e place. L'indice mesure la prospérité globale en combinant performances économiques, développement humain et répartition des revenus.

Source: [Indice mondial de prospérité, HelloSafe](#)

Pays nordiques

Les grands acteurs économiques nordiques lancent une nouvelle alliance industrielle régionale.

Nordic Compass réunit plusieurs des plus grandes entreprises et fondations nordiques afin de renforcer la compétitivité et la résilience dans les domaines des marchés de capitaux, des technologies de pointe, de la défense et de l'énergie. Le premier ensemble d'initiatives sera présenté lors du Sommet *Nordic Compass* en novembre à Göteborg, en Suède. L'organisation, dont le siège est à Copenhague, est présidée par Jyrki Katainen, ancien Premier ministre finlandais, et réunit Øyvind Eriksen (Norvège), Ásta Fjeldsted (Islande), Antti Herlin (Finlande), Lars Rebien Sørensen (Danemark) et Jacob Wallenberg (Suède) au sein de son conseil d'administration.

L'Inde et les pays nordiques s'accordent sur un partenariat stratégique de confiance dans les technologies vertes et l'innovation.

Le 3^e sommet Inde-Pays nordiques s'est tenu à Oslo le 19 mai avec pour objectif d'approfondir la coopération entre l'Inde et la région nordique dans les domaines du commerce et de l'investissement, de l'économie bleue, du numérique, de l'action climatique, de la sécurité énergétique, ainsi que de la défense et l'espace. Les dirigeants présents ont notamment salué l'entrée en vigueur des accords de libre-échange Inde-AELE et Inde-UE.

Danemark

La France et le Groenland ont signé une déclaration d'intention pour renforcer leur coopération dans le domaine des minerais et métaux critiques en marge de la conférence économique « Future Greenland » qui s'est tenue à Nuuk les 19 et 20 mai.

L'objectif de cette lettre d'intention, signée par Nicolas Forissier, ministre délégué au commerce extérieur et à l'attractivité, et Mûte B. Egede, ministre des affaires étrangères et de l'économie, est de renforcer la coopération autour de la connaissance des ressources du sous-sol groenlandais ; de mener des projets communs sur l'ensemble de la chaîne de valeur des métaux critiques ; et de développer les actions communes de recherche et de formation. Le BRGM sera au cœur de cette coopération avec le département de géologie groenlandais. Le Forum « Future of Greenland » est une conférence bisannuelle organisée à Nuuk par l'association groenlandaise d'employeurs *Grønlands Erhverv*, qui a rassemblé cette année près de 400 à 500 décideurs publics et privés. Le ministre délégué y a pris la parole.

Le PIB danois a progressé de 1,9% au premier trimestre 2026.

L'Institut danois de la statistique vient de publier les chiffres de la croissance danoise pour le premier trimestre 2026. Le PIB a connu une augmentation significative de 1,9% sur la période, portée principalement par l'industrie pharmaceutique, sans laquelle la croissance du PIB n'aurait été que de 0,2%. Cette croissance dynamique est largement portée par les exportations de biens et de services, qui ont progressé de 3,8% sur la période, les exportations de services ayant augmenté de 4,9%, et les exportations de biens de 3%. La hausse des exportations de biens s'explique par l'augmentation de la production dans l'industrie pharmaceutique, tandis que celle des exportations de services

est principalement due au transport maritime. La consommation a également contribué positivement à la croissance, par sa progression de 1,2%, portée par les achats de voitures (principalement électriques) qui ont augmenté de 10,6%. Les investissements au premier trimestre 2026 sont en revanche en recul de 3,5% par rapport au Q4 2025. La baisse s'observe dans tous les secteurs mais particulièrement dans celui de la construction.

Les résultats de Novo Nordisk dépassent les attentes des analystes au premier trimestre.

L'entreprise a enregistré un chiffre d'affaires d'environ 97 Md DKK (13 Md€) pour le premier trimestre 2026, soit une augmentation de +24% par rapport au premier trimestre 2025. Cette performance provient en partie du succès aux États-Unis du traitement Wegovy désormais disponible sous forme de pilules, dont les ventes ont atteint 2,26 Md DKK (302 M€), un niveau largement supérieur aux estimations. Sur l'ensemble de l'année, le laboratoire s'attend à un recul de 4 à 12% de ses ventes, soit un niveau légèrement moindre que celui annoncé le 3 février dernier (un recul de 5 à 13% était alors anticipé).

Le principal fonds de pension privé danois (PFA) annonce être prêt à investir plus de 100 Md DKK (13,4 Md€) dans l'économie européenne d'ici 2030, dont la moitié au Danemark.

Premier fonds de pension privé du pays, en charge de la gestion d'actifs pesant 883 Md DKK (soit 118,2 Md €) d'actifs en 2025, le fonds procéderait ainsi à une hausse de 25% de ses fonds placés en Europe. Ces derniers, qui s'établissent aujourd'hui à 400 Md DKK (53,5 Md€), atteindraient ainsi 500 Md DKK (67 Md€). Trois secteurs seraient prioritaires : i) les entreprises de la défense,

bénéficiaires d'au moins la moitié de l'enveloppe totale ; ii) l'énergie et les infrastructures ; et iii) le capital-croissance.

Aalborg Portland remporte le troisième appel d'offres sur le projet de captage et stockage du carbone (CCS).

Le cimentier danois, plus gros émetteur du pays, bénéficiera d'une subvention (d'un montant exact non révélé) pour capter, transporter et stocker 1,25 million de tonnes de CO₂ annuellement. Il s'agit du plus gros projet CCS du Danemark à ce jour. L'objectif du fonds budgétaire alloué au CCS (d'un total de près de 29 Md DKK, soit 3,8 Md€) est d'atteindre une réduction de 2,3 Mt de CO₂ dès 2030. *Aalborg Portland* était l'un de seulement deux soumissionnaires à l'appel d'offres, après que les neuf autres projets préqualifiés se sont retirés. L'Agence de l'Énergie (*Energistyrelsen*) a également proposé au projet *Gaia*, détenu par Copenhagen Infrastructure Partners (CIP) et la centrale d'incinération des déchets *Vestforbrændingen*, d'être un « soumissionnaire marginal » avec un contrat portant sur un volume réduit. *Gaia ProjectCo* a cependant décliné cette offre, en indiquant que la réalisation du projet nécessitait un soutien intégral. Préoccupé par le résultat de l'appel d'offres, le Conseil pour le Climat (*Klimarådet*) souligne le risque accru que le Danemark n'atteigne pas son objectif climatique 2030 (soit une réduction de 70% de ses émissions carbone).

La Commission européenne et l'Allemagne soutiendront cinq projets d'hydrogène vert (Power-to-X) au Danemark.

Morgen Energy et *Hy2gen Nordic* bénéficieront respectivement d'une subvention de la Banque européenne de l'hydrogène de près de 423 M€ et 140 M€ pour soutenir leurs projets *Njordkraft* (300 GW) et *Albatros* (100 MW). Ces deux projets font partie d'un total de neuf projets d'hydrogène soutenus par la Commission européenne (1,1 Md€ pour 1,1 GW au total). Trois autres projets danois

seront soutenus par l'Allemagne dans le cadre du mécanisme européen « *Auction-as-a-Service* » pour lequel l'Allemagne a consacré 1,3 Md€. Les projets soutenus par l'Allemagne devront alimenter des clients allemands en hydrogène vert *via* le futur gazoduc à hydrogène reliant le Jutland à l'Allemagne. D'ici la fin de l'année 2026, une décision définitive sera prise quant à la construction d'un pipeline à hydrogène entre le Danemark et l'Allemagne.

L'ouverture à la circulation du tunnel sous-marin du Fehmarnbelt reportée de trois ans.

La société publique danoise *Sund & Bælt* a annoncé devoir différer l'ouverture de la partie routière et de la partie ferroviaire du tunnel reliant l'Allemagne au Danemark en raison de plusieurs retards. La construction du côté danois a actuellement environ deux ans de retard, en raison de difficultés liées au navire spécialisé utilisé pour l'immersion des éléments du tunnel. En conséquence, l'ouverture de la partie routière initialement prévue pour 2029 a été reportée à l'horizon 2032. La voie ferrée sera ouverte dans un second temps une fois les installations de raccordement allemandes en place.

La société danoise de covoiturage GoMore devient la plus grande plateforme européenne de covoiturage entre particuliers après le rachat de la société américaine Getaround Europe.

Après la fusion des deux sociétés, la nouvelle entité comptera au total 300 employés ainsi que plus de cinq millions d'utilisateurs répartis dans 11 pays, dont le Danemark et la France.

Finlande

L'inflation s'est établie à 1,5 % en avril, contre 1,3 % en mars. Selon *Statistics Finland*, l'augmentation de l'inflation est principalement due à la hausse des prix du diesel, de l'essence et du fioul. Elle a été contenue par la baisse des taux d'intérêt des prêts hypothécaires, à la consommation et aux étudiants, ainsi que par la diminution des frais de dossier bancaires. Hors énergie, la hausse, de +0,6%, reste limitée.

Le chômage de longue durée devrait décroître à partir de l'été 2026. Le ministère des Affaires économiques prévoit que le marché de l'emploi s'améliore à partir du dernier trimestre. Le taux de chômage devrait rester élevé à 10,2% en fin d'année, mais devrait progressivement se réduire pour atteindre 9,2% en 2028. Le niveau significatif du chômage s'expliquerait par l'augmentation de la population active, du fait notamment du taux de participation plus important des seniors alors que la demande de travail est restée contenue. La population active vieillit et ne devrait plus augmenter autant à l'avenir, l'immigration revenant à son niveau de 2021. Le nombre des chômeurs de longue durée devrait ainsi augmenter jusqu'à l'été (144 000) avant de commencer à baisser. Le nombre de chômeurs (342 000) devrait, quant à lui, commencer à décroître en 2027. Enfin, le taux d'emploi des 20-64 ans devrait passer de 75% (2026) à 76% (2027).

224 M€ du Fonds européen d'innovation sont alloués à un projet finlandais sur l'hydrogène. *Cloudberry*, un projet H2 finlandais de *Vetyalfa*, est l'un des neuf projets de pointe qui recevront, au total, environ 1,09 Md€ de l'UE. Il s'agit du soutien le plus important jamais accordé à la Finlande par le Fonds d'innovation. L'accord devrait être signé fin 2026.

La durée de remboursement des prêts hypothécaires est prolongée. Jusqu'ici la Finlande imposait une durée maximale de 30 ans pour les prêts immobiliers. A partir de juin, les emprunteurs auront la possibilité de souscrire un prêt sur 40 ans. L'objectif de ce changement législatif est de diminuer les mensualités, d'accroître la flexibilité et de dynamiser le marché du logement.

L'énergéticien finlandais Helen produira du chauffage urbain à partir des coquilles de noix de cajou. L'intention est de brûler les coquilles importées depuis la Côte d'Ivoire en les ajoutant à des copeaux de bois dans la centrale de chauffage de *Vuosaari* l'hiver prochain. Il s'agit d'un nouveau carburant pour *Helen* qui s'efforce d'avoir le plus de sources de combustibles possibles, en vue d'une plus grande sécurité d'approvisionnement. Les coquilles ne représenteraient qu'environ 2% du carburant total utilisé par l'entreprise.

Un nouveau record de nuitées des touristes étrangers en Finlande. Selon *Statistics Finland*, les touristes étrangers ont passé 7,2 millions de nuitées en Finlande en 2025 (+13%) tandis que le nombre de nuitées effectuées par les touristes nationaux a diminué de 1%. Le nombre le plus élevé de nuitées des touristes étrangers a été enregistré au mois de décembre et celui des touristes nationaux en juillet. Les Français sont passés au cinquième rang pour le nombre de nuitées après les ressortissants de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Suède et des Etats-Unis. Proportionnellement, le nombre de touristes japonais et australiens a augmenté le plus.

Islande

La Banque centrale d'Islande annonce une nouvelle hausse de son taux directeur ce mercredi 20 mai.

Elle le porte ainsi à 7,75% (+0,25 pt de pourcentage), avec pour objectif affiché de lutter contre une inflation persistante de 5,2%. Cette décision est vivement critiquée par les syndicats islandais, qui estiment qu'elle compromet les objectifs des accords salariaux conclus en 2024. Dans ce contexte, le gouvernement islandais et les partenaires sociaux ont décidé d'engager un dialogue tripartite : la Première ministre Kristrún Frostadóttir, le ministre des Finances Daði Már Kristófersson, le président de l'ASÍ (Confédération islandaise du travail) Finnbjörn Hermannsson, ainsi que la Confédération des entreprises islandaises souhaitent ainsi identifier des mesures susceptibles de stabiliser l'économie avant l'automne.

Le chômage recule légèrement en avril, mais reste supérieur à son niveau de 2025.

Le taux de chômage en Islande s'est établi à 4,6% en avril, contre 4,8% en mars, selon les données de la Direction islandaise du travail. Le niveau reste toutefois supérieur à celui observé en avril 2025 (3,9%). En moyenne, 9 385 personnes étaient sans emploi en avril, dont 5 598 hommes et 3 787 femmes. Le chômage demeure particulièrement élevé dans la région de Suðurnes (7,5%), tandis que le Nord-Ouest affiche le taux le plus faible du pays (1,8%). Les secteurs les plus touchés restent le commerce, le transport de marchandises, ainsi que la construction et le génie civil.

En 2025, l'Islande enregistre un déficit commercial de 485,7 M ISK (soit 3,4 M€), en hausse de 61,2 milliards par rapport à 2024.

Cette dégradation s'explique par une augmentation des importations (+3,9%), portée notamment par les biens d'équipement liés aux centres de données et les véhicules, tandis que les exportations,

notamment vers les Etats-Unis, ont légèrement reculé. Les exportations restent dominées par les produits manufacturés, notamment l'aluminium, ainsi que par les produits de la mer.

L'aquaculture islandaise poursuit sa forte croissance en 2025.

D'après l'Institut national de la Statistique, la production aquacole totale atteint 64 417 tonnes, soit une hausse de 17% par rapport à 2024. Cette progression est principalement portée par le saumon atlantique, qui représente l'essentiel de la production avec 58 717 tonnes (+19%), tandis que la production d'omble chevalier a atteint 5 141 tonnes (+8%). Malgré l'augmentation des volumes produits et exportés (+12 %), la valeur des exportations aquacoles a légèrement reculé de 1 %, à 53,4 milliards ISK (370 M€).

Les bénéfices des principales banques islandaises en forte hausse au premier trimestre.

Les trois principales banques islandaises, *Landsbankinn*, *Íslandsbanki* et *Arion Bank*, ainsi que *Kvika Bank* ont enregistré un bénéfice cumulé de 27,8 Md ISK (191 M€) au premier trimestre 2026, soit une hausse de 7,6 Md ISK (+32%) par rapport à la même période l'an dernier.

Norvège

Présentation du projet de loi de finances rectificative pour 2026.

La révision du budget national a été annoncée le 12 mai avec un objectif clair selon le ministre des Finances Jens Stoltenberg : « *préserver les fondations solides de la Norvège dans un monde turbulent* ». Le projet de loi prévoit une détérioration du cadre macroéconomique avec une croissance revue à la baisse (-0,1 point, à 1,7%) et une reprise de l'inflation à hauteur de 3,5%. Les recettes de l'État provenant du secteur des hydrocarbures sont en hausse (+4% par rapport à 2025), tandis que celles de la taxe sur les carburants diminuent d'environ 300 M€ en raison de sa suspension pendant six mois. Du côté des dépenses figurent un doublement du budget alloué au *Norgespris* (aide financière aux ménages sur les factures d'électricité) et une hausse des transferts aux collectivités territoriales, qui seront compensés par le gel de plusieurs grands projets (tunnel maritime de Stad et diverses infrastructures ferroviaires). Au total, le déficit budgétaire hors recettes d'hydrocarbures devrait être légèrement réduit (de 13,2% à 12,6% du PIB continental). Ceci permettra de diminuer la ponction sur le Fonds souverain de 2,8% à 2,7% de son encours (-540 M€ par rapport au budget initial pour 2026). Le texte final devra être adopté au plus tard le 19 juin, date de la fermeture estivale du *Storting*.

La Norges Bank augmente son principal taux directeur de 4% à 4,25%.

La gouverneure de la Banque centrale norvégienne Ida Wolden Bache a annoncé le 7 mai une hausse de son taux directeur à 4,25 %, inversant la tendance baissière amorcée en juin 2025. Elle a également indiqué qu'il pourrait y avoir plusieurs hausses cette année. Cette annonce était attendue depuis ses déclarations du mois dernier face aux pressions inflationnistes dues à la crise au Moyen-Orient. Les prévisions d'inflation 2026 (3,2%) sont supérieures à la cible de la *Norges Bank* (2%). La pression inflationniste se fait sentir, selon la gouverneure, tant sur les prix internes qu'externes : « *L'inflation est*

trop élevée et dépasse l'objectif depuis plusieurs années. Ce sont les prix de nos produits fabriqués en Norvège qui augmentent le plus rapidement ». La dernière hausse datait de décembre 2023, et la baisse avait été initiée le 20 juin 2025 (de 4,5% à 4,25%), poursuivie le 18 septembre 2025 (de 4,25% à 4%).

La couronne norvégienne s'est appréciée de près de 10% face à l'euro depuis le début de l'année.

La couronne norvégienne (NOK) s'est considérablement renforcée depuis le début de l'année, tandis que d'autres devises ont connu d'importantes fluctuations. Elle s'est notamment appréciée de 9,98% face à l'euro et de 8,85% face au dollar depuis le 1^{er} janvier 2026 (au 19/05/2026). Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des prix du pétrole et du gaz.

Exportations records de pétrole en avril.

Les exportations de pétrole brut norvégien ont bondi au mois d'avril, atteignant 5,1 Md€, soit +86% par rapport à avril 2025. C'est la plus haute valeur d'exportation jamais enregistrée. Cette très forte progression est due à la hausse rapide des cours du pétrole (+50% par rapport au début de l'année). L'excédent commercial de la Norvège a atteint 7,8 Md€ en avril. C'est 58,2% de plus qu'il y a un an. Dans ce contexte, *Equinor* annonce de très bons résultats sur le premier trimestre, d'un montant de 7,6 Md€.

La Norvège prévoit la réouverture de trois gisements de gaz pour 2028.

Le ministère de l'Energie a approuvé les plans de développement et de réouverture de trois gisements de gaz dans la zone d'*Ekofisk*, en mer du Nord (*Albuskjell*, *Vest Ekofisk* et *Tommeliten Gamma*). Ces plateformes avaient été fermées en 1998. Elles devraient être de nouveau opérationnelles en 2028, pour une période de 20 ans, avec une production estimée entre 90 et 120 millions de barils. Parallèlement, le gouvernement a lancé, le 5

mai, un appel d'offres pour l'exploitation des hydrocarbures dans 70 zones en mer de Barents, en mer de Norvège et en mer du Nord.

Statkraft annonce un plan massif d'investissements en Norvège.

La compagnie publique *Statkraft*, 1^{er} producteur d'électricité de Norvège, a annoncé une hausse de ses investissements sur les dix prochaines années d'environ 8,6 Md€. Ces investissements seront principalement consacrés à la modernisation et à l'entretien des centrales hydroélectriques existantes, à la construction de nouvelles installations et à l'énergie éolienne terrestre. Cela positionne l'entreprise comme l'un des plus grands contributeurs à l'activité industrielle en Norvège continentale dans les années à venir, avec des projets répartis à travers tout le pays, selon sa PDG Birgitte Ringstad Vartdal. Elle a précisé « *qu'au cours des deux dernières années, [l'entreprise avait] investi environ 432 M€ dans l'hydroélectricité norvégienne, mais ce niveau augmentera[it] considérablement dans les années à venir. Cela s'inscrit pleinement dans la nouvelle stratégie de l'entreprise visant à concentrer les investissements dans son activité principale* ».

Les data centers ne seront plus prioritaires pour accéder au réseau électrique.

Le 13 mai, le ministère de l'Énergie a annoncé le retrait des *data centers* de la définition de l'approvisionnement général dans le système de concession électrique, qui existait depuis 2018. Ils pouvaient ainsi bénéficier d'une électricité bon marché cédée par les opérateurs hydroélectriques aux communes. Mais face à la forte augmentation de leur taille et de leur demande énergétique, le ministère a procédé à une nouvelle évaluation notamment pour protéger les infrastructures publiques (y compris de défense), les industries et les populations de cette concurrence.

À l'approche du référendum islandais, la Norvège s'interroge sur son avenir dans l'UE.

En cas d'adhésion de l'Islande à l'UE, la Norvège deviendrait le dernier pays nordique non membre de l'UE. Dans ce contexte, le 12 mai, devant le *Storting*, le ministre des Affaires étrangères Espen Barth Eide a évoqué les limites du cadre fondé sur l'Espace Économique Européen (EEE). Le 15 avril, la secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Astrid Bergmål, affirmait que « *dans une situation mondiale turbulente, la Norvège [devait] coopérer plus étroitement avec l'UE et garantir l'accès au marché de l'industrie norvégienne* ». Les sondages sur l'adhésion de la Norvège à l'UE demeurent toutefois stables : seule une minorité de Norvégiens (35 %) se déclare favorable. Ces derniers mois en revanche, les moins de 30 ans et les hommes se montrent de plus en plus europhiles et moins favorables à l'EEE.

Adhésion de la Norvège au programme américain Pax Silica.

La Norvège a rejoint l'initiative américaine *Pax Silica*, qui vise à renforcer la coopération dans le domaine de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement de l'économie de l'intelligence artificielle (IA). La ministre du Commerce et de l'Industrie Cecilie Myrseth a justifié cette décision par la volonté de garantir aux entreprises et à l'industrie norvégiennes un accès optimal aux marchés, dans un contexte de renforcement de la sécurité. La Norvège rejoint ainsi 14 autres pays ayant adhéré à l'initiative, dont la Finlande et la Suède.

Suède

La Suède choisit la France et Naval Group pour moderniser sa marine.

Le 19 mai 2026, le Premier ministre suédois Ulf Kristersson et le ministre de la Défense Pål Jonson ont annoncé le choix de quatre frégates de défense antiaérienne (FDI) de Naval Group, décision considérée comme « *l'un des plus grands investissements de défense suédois depuis l'introduction de l'avion de chasse Gripen dans les années 1980* ». Le contrat sera négocié avec Naval Group pour un montant estimé à plus de 40 Md SEK (3,7 Md€). La Suède a donc écarté le britannique Babcock International et l'espagnol Navantia, en privilégiant la livraison rapide d'un modèle déjà produit et éprouvé. Si la phase de négociation se déroule correctement, cette décision marquera une étape majeure dans le partenariat stratégique franco-suédois renouvelé et étendu en janvier 2024 lors de la Visite d'Etat du Président de la République en Suède. La France a également conclu récemment plusieurs contrats d'achat de matériel suédois, dont des avions Global Eye et des radars Giraffe 1X de Saab.

Le gouvernement a présenté, le 13 mai, un plan de soutien de 1,6 Md€ en réponse à la crise prolongée au Moyen-Orient.

Il prévoit de soumettre un budget rectificatif supplémentaire qui devrait être adopté par le Parlement avant la mi-juin. L'ensemble des mesures ne sera pas financé par des marges budgétaires existantes, ce qui implique un recours à l'emprunt. La principale mesure annoncée porte sur la réduction de la taxe sur les carburants de 3 SEK/L (0,27€/L, TTC) du 1^{er} juillet au 30 novembre pour un coût total d'environ 730 M€. La Commission européenne a approuvé la demande de la Suède de réduction de la taxe sur les carburants en dessous du minimum fixé par l'UE en mai. Le paquet de crise comprendra également une aide temporaire visant à réduire le coût des transports publics. Les économistes craignent néanmoins que le recours à des dispositifs non ciblés accélère l'inflation, ce qui conduirait la *Riksbank* à relever ses taux. Cette inquiétude est aussi

partagée par le FMI qui souligne que ces mesures risquent de fausser les signaux de prix et de décourager les économies d'énergie à un moment où l'offre mondiale est contrainte.

47 M€ consacrés au secteur aérien dans le nouveau plan de soutien suédois.

La majeure partie, soit 36 M€, sera utilisée pour couvrir les frais de sécurité des bagages et des passagers au second semestre 2026, réduisant ainsi les coûts des compagnies aériennes de 4€ par passager. De plus, pour éviter la fermeture de lignes intérieures, 9M€ seront alloués à des marchés publics permettant d'alimenter le trafic sur les aéroports existants. Cette mesure reposant sur l'introduction temporaire d'une obligation de service public nécessite l'approbation de la Commission européenne.

Le fonds suédois EQT choisi par l'UE pour gérer le fonds Scaleup Europe.

Le Conseil européen de l'innovation a désigné le fonds de *private equity* suédois appartenant à la sphère Wallenberg pour gérer le nouveau fonds européen destiné à soutenir les entreprises européennes de « *deep tech* » doté d'un capital de 5 Md€. EQT a aussi annoncé qu'il réaliserait un investissement significatif en fonds propres dans le fonds. Outre l'UE, les investisseurs fondateurs comprennent également les danois Novo Holdings et EIFO.

ABB investit 170 M€ pour renforcer sa production européenne.

Spécialisée dans les technologies d'électrification et d'automatisation, l'entreprise suédoise cherche à accroître sa capacité de production de technologies moyenne tension en Europe. La moitié de l'investissement sera consacrée à la création d'un nouveau site en Italie. Le reste financera des extensions de capacité en Bulgarie, en Allemagne, en Pologne, en Finlande, et en Norvège

Volvo Trucks lance un nouveau poids lourd électrique face à la montée en puissance de la concurrence chinoise en Europe.

Avec une autonomie de 700 km, ce modèle marquera une forte amélioration par rapport à l'autonomie moyenne de 300km des modèles électriques actuellement en circulation. Son prix sera 2 fois plus élevé que celui d'un modèle diesel. En Suède, plus de 5000 poids lourds ont été immatriculés en 2025, dont seulement 378 étaient électriques. Seuls 2% des poids lourds livrés par Volvo étaient électriques. Le secteur est menacé par une crise pour deux raisons. D'une part, son électrification trop lente pouvant valoir aux constructeurs des amendes européennes de plusieurs milliards de couronnes s'ils n'atteignent pas l'objectif de réduction des émissions de -45% d'ici 2030 (par rapport à 2019). Et d'autre part la concurrence de la Chine, dont plusieurs constructeurs (BYD, Sany, Geely ou bien encore les startups Windrose et Superpanther) vont lancer des modèles électriques en Europe en 2026, lesquels seraient 30% moins chers que ceux de Scania et Volvo selon Reuters. La concurrence est également américaine avec le lancement du poids lourd électrique Semi de Tesla à partir de 2027, produit près de Berlin et doté d'une autonomie de 800 km. En 2025, les premiers constructeurs restent européens avec des parts de marché de 35% pour Mercedes, 25% pour Volvo Trucks et 15% pour Renault Trucks. Les constructeurs chinois sont en phase de rattrapage sur ce marché en s'appuyant sur leurs économies d'échelle, et investissent dans leurs réseaux de service après-vente.

L'Inde et la Suède élèvent leurs relations bilatérales au rang de partenariat stratégique.

Dans le cadre d'une tournée européenne, le Premier ministre indien Narendra Modi a visité Göteborg le 17 et 18 mai et s'est entretenu avec le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, ainsi qu'avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der

Leyen. Les Premiers ministres ont souligné l'importance de la sécurité économique et des chaînes d'approvisionnement, et ont annoncé l'objectif de doubler les échanges économiques bilatéraux au cours des cinq prochaines années, notamment grâce aux initiatives « *Make in India* » et « *Made with Sweden* ». L'accord inclut aussi des projets de création d'un centre technologique commun, qui se concentrera notamment sur les technologies vertes et la recherche spatiale. A ce titre, ils ont salué la collaboration suédo-indienne dans le cadre de la mission indienne *Venus Orbiter*. Selon Ulf Kristersson, l'accord de libre-échange entre l'Inde et l'UE signé en janvier 2026 devrait créer 23 000 nouveaux emplois en Suède, le marché indien étant l'un des plus importants pour les entreprises suédoises.

En avril, le patrimoine total des ménages investi en fonds actions et obligataires atteint un niveau record de 9 283 Md SEK (850 Md€) en Suède, soit 148% du PIB suédois.

Selon le rapport mensuel de l'Association suédoise des sociétés de gestion de fonds (*Fondbolagens förening*), l'épargne nette totale investie en fonds a dépassé 1,8 Md€ en avril, et s'élève à 2,2 Md€ depuis le début de l'année : les entrées nettes les plus importantes ont été enregistrées dans les fonds actions (+1 Md€), ainsi que dans les fonds obligataires à long terme (+ 0,8 Md€).

La couronne suédoise est la devise la plus dépréciée du G10 en 2026.

Après l'une des meilleures appréciations face au dollar en 2025 (+18%), la couronne suédoise affiche la moins bonne performance depuis le début de l'année parmi les dix devises du G10 les plus échangées. Le taux de change s'établit à 9,21 SEK par USD, soit une dépréciation de 0,04% (au 12/05/2025), suivie par la dépréciation du yen japonais de 0,02% face au dollar. En haut du classement, se trouvent la couronne norvégienne (+9,51%) et les dollars australien (+8,59%) et néo-zélandais (+3,63%).

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,2
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1
<i>dont PIB continental</i>	4,3	0,7	0,6	1,8
Islande	9	5,6	-0,7	1,3

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1

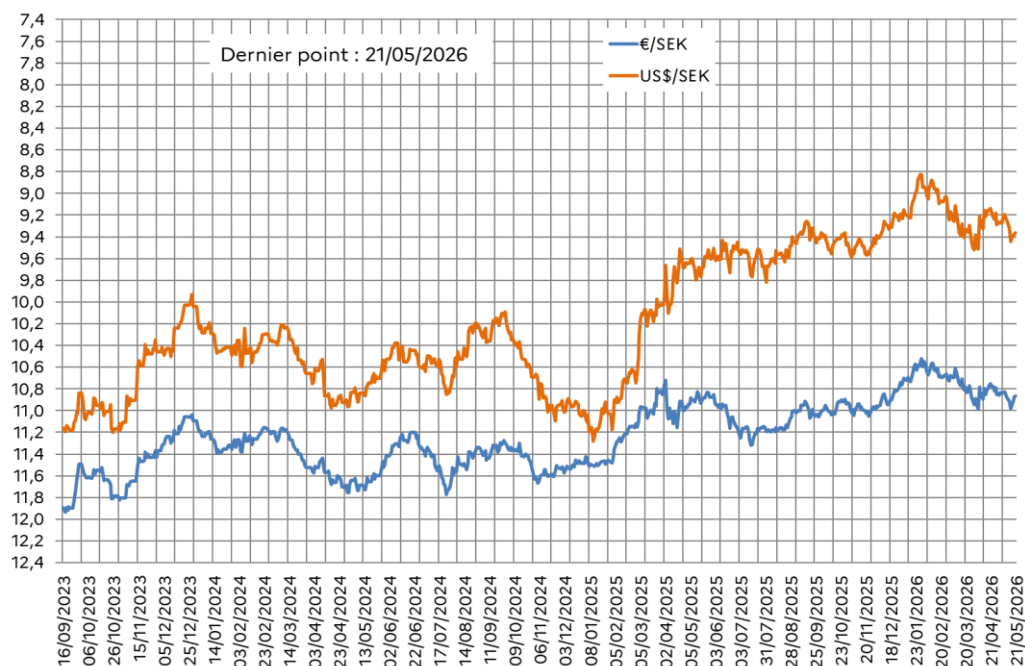
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

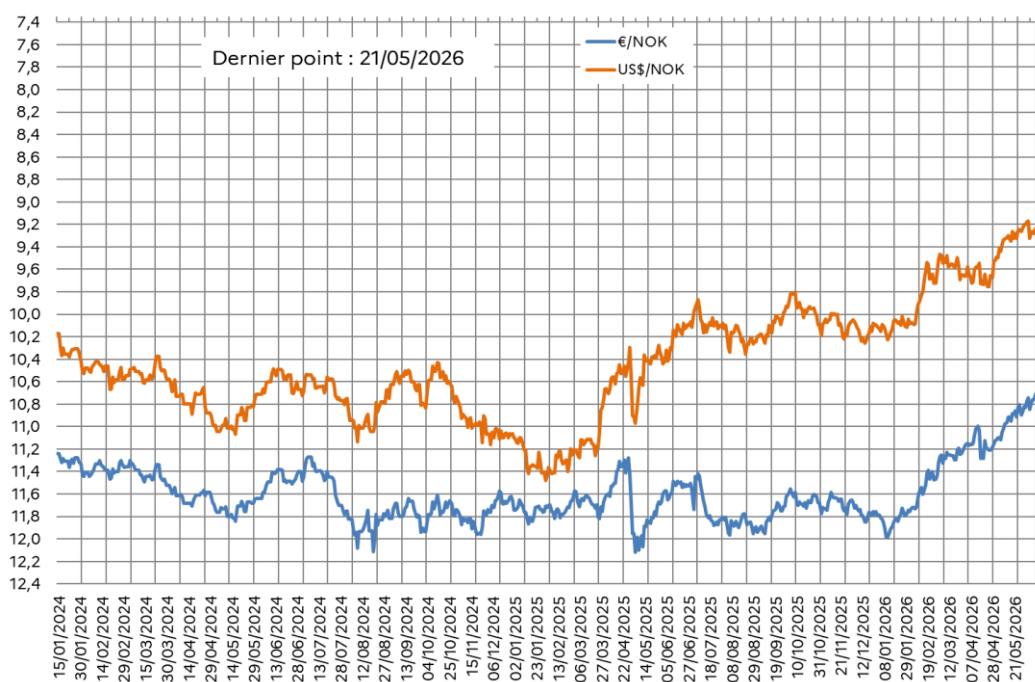
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dtgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, G. Bayle), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, S. Wihane-Marc).

Abonnez-vous : juliette.picard@dtgtrésor.gouv.fr